



## U.S. DEPARTMENT of STATE

### **RAPPORT 2007 DU DEPARTEMENT D'ETAT AMERICAIN SUR LA TRAITE DES PERSONNES AU SENEGAL (NIVEAU 2)**

Le Sénégal est un pays d'origine, de transit et de destination des femmes et des enfants victimes de trafic à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. La traite à l'intérieur du pays est plus fréquente que la traite transfrontalière. Les garçons, qui sont des élèves (talibés) d'écoles coraniques, font l'objet d'un trafic aux fins d'exploitation par la mendicité forcée par leurs enseignants religieux (marabouts) et les femmes et les filles font l'objet d'un trafic pour être soumises à la servitude domestique forcée. Les filles, voire les femmes adultes, font également l'objet d'une traite aux fins d'exploitation sexuelle à l'intérieur du pays. En ce qui concerne la traite transfrontalière, de jeunes garçons font l'objet de trafic vers le Sénégal depuis la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali et la Guinée, pour être soumis à la mendicité forcée par des enseignants religieux. Des femmes et des jeunes filles font l'objet de trafic depuis le Sénégal vers les pays ouest-africains voisins, le Moyen-Orient et l'Europe aux fins de servitude domestique et éventuellement d'exploitation sexuelle. Des rapports produits dans le courant de l'année passée et faisant état d'un grand nombre de ressortissants sénégalais et des pays voisins qui passent du Sénégal en Espagne semblent être des cas de contrebande et de migration illégale plutôt que de traite des êtres humains.

Le gouvernement du Sénégal ne satisfait pas entièrement aux normes minimales d'éradication de la traite des êtres humains ; toutefois, il fait des progrès significatifs pour y parvenir, en dépit de ressources limitées. Le Sénégal a fait de modestes efforts au niveau de l'application de ses dispositions législatives concernant la lutte contre la traite des personnes au cours de l'année passée. Afin de renforcer sa réponse à la traite des êtres humains, il faudrait que le Sénégal : accroisse ses efforts de mise en œuvre de la loi contre la traite des êtres humains, active son commissariat spécial contre le tourisme sexuel pour protéger les victimes, arrête les touristes sexuels, renforce ses efforts de protection en veillant notamment à ce que les victimes ne soient pas incarcérées et augmente ses initiatives de sensibilisation.

#### **Poursuites judiciaires**

Le gouvernement du Sénégal a poursuivi ses progrès en matière d'efforts d'application de la loi pour lutter contre la traite des personnes au cours de la période couverte par le présent rapport. Le Sénégal interdit toutes les formes de traite des personnes, dans sa Loi de 2005 sur la lutte contre la traite des personnes et pratiques connexes et sur la protection des victimes. Le châtement prévu de cinq à dix ans d'emprisonnement pour toutes les formes de traite des personnes est suffisamment sévère et proportionné aux châtements prévus en cas de viol. Au cours de la période couverte par le présent rapport, deux enseignants religieux ont été condamnés en application de la législation sur la traite des personnes pour s'être livrés au trafic d'enfants. Toutefois, la condamnation à deux ans d'emprisonnement de chacun des trafiquants condamnés est insuffisante. La Police a arrêté un trafiquant nigérian en décembre 2006 et un trafiquant ivoirien en janvier 2007, qui sont tous deux en prison en attente de leur jugement. Le gouvernement a continué à travailler avec les autorités guinéennes pour traduire en justice deux trafiquants

d'enfants sénégalais arrêtés en Guinée début 2006. Au cours de l'année écoulée, les fonctionnaires sénégalais ont travaillé avec les autorités espagnoles pour stopper deux cercles utilisés pour la traite des personnes, dont l'un servait à transporter des Cap-Verdiens vers l'Espagne via le Sénégal et la Gambie. Même si au moins quatre touristes sexuels ont été poursuivis pour pédophilie au cours de l'année écoulée, le commissariat spécial mis en place par le ministère de l'Intérieur en 2005 pour lutter contre le tourisme sexuel n'a pris aucune mesure définitive.

## **Protection**

Le gouvernement du Sénégal s'est sérieusement engagé dans la protection des victimes de la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. Le centre d'abri Ginddi, dirigé par le gouvernement pour les enfants en danger, notamment les victimes de la traite des personnes, a reçu 373 enfants dans le courant de l'année, mais n'a pu communiquer de données précises sur le nombre de victimes de la traite qui ont reçu de l'aide. La ligne d'assistance téléphonique gratuite 24 heures sur 24 pour la protection des enfants a reçu 22.533 appels dans l'année et le gouvernement a donné une formation au personnel du Centre pour l'aider à répondre aux besoins des victimes de la traite et des enfants des rues. En octobre 2006, un Conseil présidentiel sur les enfants des rues a recommandé la création d'un partenariat entre le gouvernement, les ONG, les chefs religieux et les bailleurs de fonds pour prendre en charge les enfants des rues, dont beaucoup sont peut-être des victimes de la traite qui se sont échappées ou des enfants vulnérables à la traite. Le gouvernement n'encourage pas toutes les victimes à apporter leur aide lors des enquêtes ou des poursuites judiciaires dans le cadre de la traite des personnes, bien que des fonctionnaires incitent les garçons victimes de la traite de la part d'enseignants religieux à aider à identifier et poursuivre leurs enseignants. Le gouvernement ne prévoit pas d'alternatives juridiques spécifiques, en cas de traite des personnes, au renvoi des victimes dans des pays où elles sont confrontées à des traitements durs ou des châtiments. Les victimes peuvent remplir des demandes d'asile en vue de l'obtention de la résidence temporaire ou permanente. Bien que la loi de lutte contre la traite des personnes empêche les victimes d'être punies pour des actes liés à la traite des personnes, les victimes enfants sont arrêtées et poursuivies devant les tribunaux.

## **Prévention**

Le gouvernement du Sénégal a fait de modestes efforts de sensibilisation à la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. Le président de la République et la Banque mondiale ont organisé conjointement un Conseil présidentiel sur les enfants des rues en octobre 2006, au cours duquel le président a proposé que chaque famille sénégalaise se charge d'un enfant des rues. Le président et le ministre de la Famille ont également parlé de la traite des personnes avec les instances religieuses. En décembre 2006, le ministère de la Famille a organisé des ateliers et des tables rondes financés par les bailleurs de fonds à Mbour, Kolda et Fatick pour sensibiliser les fonctionnaires et les populations aux dangers du travail des enfants.